



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Laval, le jeudi 1^{er} avril 2010 – Les organismes communautaires de Laval se donnent rendez-vous aux métros Montmorency et Cartier pour manifester contre la tarification, les compressions et la privatisation des services publics

Près d'une soixantaine de personnes fréquentant les organismes communautaires de Laval se rencontreront aux métros de Laval pour aller manifester contre les choix budgétaires du gouvernement en réaction du dépôt du budget provincial 2010-2011. Deux points de rencontres sont organisés à Laval (11h30 à la station de Métro Montmorency et 11h45 à la station Cartier) par la Corporation de développement communautaire de Laval (CDC) pour un déplacement regroupé en métro jusqu'au Quartier des affaires (Square Phillips) à Montréal. Les militantes et militants lavallois, les organismes membres de la CDC, ainsi que leurs participantEs, sont invités à se joindre à la manifestation nationale organisée par *Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics* et au déplacement collectif en métro pour s'opposer à la tarification, les compressions et la privatisation des services publics.

À partir du Square Phillips, les manifestantes et manifestants de toutes les régions du Québec arpenteront le Quartier des affaires pour rappeler au gouvernement qu'il est possible d'aller chercher l'argent à travers d'autres choix politiques que les compressions. Ces sommes permettraient à l'État de financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux tout en évitant des hausses de tarifs. Elles pourraient aussi être investies dans une lutte à la pauvreté et aux inégalités qui profiterait à l'ensemble de la société québécoise.

« Plutôt que d'opter pour des hausses de tarifs et la privatisation des services publics, le gouvernement peut lutter contre la pauvreté en privilégiant des options plus équitables. L'ajout d'un palier d'imposition pour les personnes à revenus élevés par exemple. À Laval, plusieurs personnes vivent en situation de pauvreté et la hausse des tarifs représente pour celles-ci une réduction de leur qualité de vie et de leur accès aux services. Plusieurs personnes dépendent des services d'aides alimentaires offerts par divers organismes communautaires sur le territoire de Laval. Imaginez les conséquences pour ceux-ci si le prix de l'électricité ou du transport en commun augmente » souligne Maxime B Laurencelle, coordonnateur de la CDC Laval.

« Nous manifestons pour signifier au gouvernement qu'il est inadmissible de couper les dépenses dans les programmes sociaux. Ces mesures affecteraient encore une fois davantage les personnes à faible revenu, majoritairement les femmes. Une meilleure redistribution des richesses et d'autres alternatives sont possibles pour renflouer les coffres de l'État et c'est le message que nous souhaitons transmettre au gouvernement » de mentionner Manon Massé, présidente de la CDC et coordonnatrice du Centre des femmes de Laval.

La Corporation de développement communautaire de Laval (CDC) prendra part à cette manifestation nationale organisée par la *Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics* pour rappeler que ces mesures vont d'abord nuire aux gens vivant en situation de pauvreté (principalement



les femmes), signifier la nécessité d'offrir des services publics accessibles à tous et exiger une meilleure redistribution des richesses. La CDC considère que l'État a le devoir de garantir des services collectifs de qualité.

Rappelons que la CDC est un regroupement multisectoriel d'une centaine d'organismes communautaires autonomes de la région de Laval, qu'elle est membre du Collectif pour un Québec sans pauvreté et a adhéré à la Déclaration de principes de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Les organismes membres de la CDC œuvrent dans divers champs d'activités et sont des acteurs essentiels au développement de la région. Ils travaillent quotidiennement auprès de la population lavalloise la plus démunie et rejoignent tout près de 130 000 citoyens et citoyennes.

-30-

Pour information : Maxime Bergeron-Laurencelle (450) 978-2388

Source : Corporation de développement communautaire de Laval